



LIVRES/

«Ma hantise était de rester prisonnier d'une seule histoire»

A l'occasion de la parution d'«Une mémoire algérienne», qui regroupe six de ses ouvrages, l'historien Benjamin Stora, né à Constantine en 1950, évoque les grands chapitres de sa vie et ses engagements à gauche, jalonnés de combats et de désillusions.

Recueilli par
**ALEXANDRA
SCHWARTZBROD**

Le nom de Benjamin Stora est indissociable de l'Algérie. L'historien a consacré une grande partie de sa vie à l'étude de



ce pays qui l'a vu naître il y a soixante-neuf ans. Pour célébrer ce travail, la collection «Bouquins» (Robert Laffont) publie *Une mémoire algérienne*, six de ses livres en un, et notamment le très beau *les Clés retrouvées* qui raconte son enfance à Constantine. Stora est aussi un homme engagé qui a souvent été déçu mais qui continue à croire au collectif, comme en témoignent *la Dernière Génération d'octobre* et *les Guerres sans fin* aussi contenus dans ce recueil. Un après-midi de mars, juste avant le confinement, il nous a reçus chez lui, à Montparnasse, pour nous parler des moments forts de son existence.

L'Algérie n'est pas votre seul engagement...

La guerre d'Algérie m'a habité tout au long de ma vie. Mais je ne serais pas ce que je suis sans l'engagement politique dans la France des années 70 (j'avais 17 ans en 1968), et tout ce qui touche au savoir, de l'école à l'université. L'enseignement est le fil conducteur de mon existence. Et tout est entremêlé. Mon regard sur la guerre et l'exil vient de mon engagement et de ce savoir.

Travailler sur l'Algérie n'est pas une idée qui vient de vous...

Je me suis intéressé à l'Algérie, non à cause de mes origines mais par mes recherches universitaires sur la révolution et la guerre. J'étais étudiant à Nanterre avec René Rémond et un jour celui-ci me dit : «*C'est bizarre, personne ne s'intéresse à l'Algérie. Puisque vous travaillez sur les révolutions, intéressez-vous à la révolution algérienne!*» Et cela a été un vrai bouleversement. Il m'a présenté celui qui deviendra mon directeur de thèse, le grand historien Charles-Robert Ageron. A l'époque, quelques rares historiens travaillaient sur l'Algérie, seuls les journalistes transmettaient le savoir : Yves Courrière, Serge Bromberger, Philippe Labro... Moi, je n'y

pensais pas trop, à l'Algérie. Au fond, j'étais en train d'achever mon parcours d'assimilation.

A l'école en France, dans les années 60, on se moquait de mon accent, de mon prénom, il fallait dissimuler. Quand j'ai commencé à travailler sur l'Algérie, c'était donc en tant que Français et militant engagé et non en tant que fils d'Algérien. Ce n'est que bien plus tard,

dans les années 80, que je me suis rattaché «physiquement» à l'Algérie. J'ai compris que l'intérêt que je portais au sujet n'était pas juste universitaire. Ma hantise était de rester prisonnier d'une seule histoire, d'une seule communauté, juifs ou pieds noirs.

Le côté scientifique de mon travail vient de là. J'ai connu la solitude de l'exil quand j'étais adolescent, je ne voulais plus vivre dans la solitude de l'incompris. Je voulais me lier aux autres. Et le drame de l'Algérie, c'est l'existence d'une vraie solitude des incompris. Ils sont tous enfermés dans cette histoire terrible de douleurs, d'arrachements, de sacrifices, il faut trouver de la force pour s'arracher à tout ça.

Votre famille était pratiquante ?

J'ai été élevé dans une famille religieuse. J'étudiais à l'Alliance de Constantine, au Talmud-Torah. Elevé dans un milieu très protecteur mais aussi étouffant. Les familles arabes habitaient le même espace, on parlait la même langue,

on écoutait la même musique, on partageait les fêtes mais... on ne se mélangeait pas. Il y avait les juifs d'un côté et les musulmans de l'autre. Je voulais être dans cette histoire mais ne pas en être prisonnier. Et je n'ai découvert tout cela que bien plus tard en lisant Hélène Cixous, Jacques Derrida, ou Jean Daniel... Les juifs de Constantine circulaient dans trois univers et trois cultures en permanence : très juifs,

très français et très orientaux. Bien sûr qu'on a été happés par le modèle français, mais Vichy était encore présent dans la mémoire des juifs d'Algérie. Dans mon enfance j'ai toujours entendu : «*La France, elle te reprend d'une main ce qu'elle t'a donné de l'autre!*» Après 1945, les juifs d'Algérie ont eu peur de rester des indigènes privés de droits. Alors ils ont voulu être plus français que les Français. Ils ont poursuivi ce chemin jusque dans les années 80 où ils ont voulu retrouver leur part d'orientalité. J'ai écrit deux livres sur cette histoire : *les Trois Exils*, et

l'Histoire des relations entre les juifs et les musulmans avec Abdelwahad Meddeb. Une façon de conserver ce trésor qui risquait de disparaître, la mémoire judéo-musulmane. Un sarcophage mémoriel.

Comment s'était passée votre arrivée en France en 1962 ?

C'était dur. A 46 ans, ma mère est devenue ouvrière chez Peugeot, elle faisait les 3x8 à l'usine. J'ai vu ses conditions de travail et cela a été un vrai motif d'engagement politique pour moi. Il faut voir ce qu'étaient les usines à l'époque pour les femmes : le harcèlement, la chaleur, le bruit... Ce qui l'a sauvée, c'est qu'elle parlait arabe. Du coup, elle en imposait aux ouvriers. Et elle est devenue déléguée CGT. Mon père, lui, a vécu une chute sociale terrible. Il a trouvé du boulot dans une compagnie d'assurances et on s'est installés dans une HLM à Sartrouville. Comme il n'y avait pas de lycée là-bas, je me levais tôt et je filais à Saint-Germain-en-Laye où je côtoyais les lycéens du Vésinet ou de

Marly dont les parents avaient été pour la plupart Algérie française. Atmosphère en contraste absolu avec celle de Sartrouville. L'antisémitisme violent, je l'ai découvert en France, pas en Algérie.



Votre engagement militant date de quand ?

Il a duré une quinzaine d'années. En 1969, j'ai intégré l'OCI (Organisation communiste internationaliste) et j'en suis sorti en 1983. Je venais d'avoir une fille, je voulais rentrer dans la vie «réelle». J'ai enseigné quatre ans dans les prisons, à Poissy, devant les étudiants «empêchés» comme on appelait les détenus. J'ai intégré l'université comme ça. Là, ma grille de lecture sur l'Algérie ne me suffisait plus. Je me suis orienté vers des histoires d'hommes et pas juste de structures politiques ou idéologiques. J'ai rédigé un *Dictionnaire biographique de militants nationalistes algériens*, riche d'environ 600 bios ! Et j'ai découvert que travailler sur les parcours de femmes et d'hommes engagés était très

enrichissant, bien plus que sur les appareils théoriques. A l'OCI, j'ai appris plein de choses sur l'histoire du mouvement social ou la politique de l'Etat, sans être dupe des pratiques sectaires ou bureaucratiques. J'étais, à la fin des années 70, assez proche du PS, car cofondateur de l'Unef-ID.

Quand ma fille, qui avait 8 ans en 1988, a eu un cancer (une tumeur au cerveau), les socialistes étaient au pouvoir. Je leur ai demandé d'étudier un projet de loi pour indemniser les parents d'enfants malades. Ils n'ont rien fait, même pas essayé. J'ai compris que c'était chacun pour soi et ressenti une nouvelle fois une immense solitude. Je n'ai jamais cessé de travailler, je prenais des congés sans solde, ainsi que mon épouse, quand son état nécessitait que je sois à son chevet. Ces années ont été dures. Ma fille est décédée en 1992, le jour du coup d'Etat en Algérie. Et là, ceux qui m'ont le plus aidé, ce sont les Algériens. Mes amis de Constantine ne

m'ont jamais lâché. Ils étaient à l'enterrement de ma fille. Sa maladie a marqué ma séparation d'avec cette gauche de pouvoir. En 1995, j'ai eu une crise cardiaque. C'est là que j'ai reçu des menaces de mort et que je suis parti au Vietnam.

Des menaces qui venaient d'où ?

On n'a jamais trop su : les islamistes ? L'extrême droite française ? L'Etat algérien ? Je suis parti au Vietnam à l'Ecole française d'Extrême-Orient. Le Vietnam à cause de l'Indochine (toute ma jeunesse d'engagement), la question coloniale. On ne peut pas comprendre la guerre d'Algérie si on ne comprend pas la guerre d'Indochine.

Quand François Hollande a été élu, vous étiez là ?

Je faisais même partie de quelques personnes qui soutenaient sa candidature depuis 2010. A l'époque, beaucoup appuyaient DSK. Après l'affaire du Sofitel, ils se sont dirigés sur la candidature de Hollande. Quand il a été élu, je suis resté fidèle. Et puis il y a eu la déchéance

de nationalité et je me suis séparé du PS. Aujourd'hui, je suis toujours à gauche, sensible aux thèses écologistes, mais orphelin d'une appartenance partidariaire.

Emmanuel Macron vous a-t-il consulté sur l'Algérie ?

Oui, avant son élection. Je le croisais parfois quand j'allais voir à l'Elysée Paul Jean-Ortiz, conseiller diplomatique de Hollande, un ami personnel. Quand Macron est entré en campagne, il m'a appelé pour me dire qu'il voulait agir sur la mémoire de la guerre d'Algérie. Il considérait que, soixante ans plus tard, cette question mémorielle touchant des millions de personnes, pieds-noirs, harkis, immigrés, soldats, n'était pas réglée. Je l'ai rencontré à son QG de campagne, on a discuté. Et je l'ai revu pour l'affaire Maurice Audin. Politiquement, cela me semblait très bien de reconnaître la responsa-

bilité du gouvernement français dans la mort d'Audin. Sur l'Algérie, j'ai vu d'autres présidents de la République, mais Emmanuel Macron,

qui a l'âge de ma fille, n'est pas prisonnier de cette mémoire douloureuse. C'est pourquoi, je pense, il peut avancer sans culpabilité ou complexe.

Vous avez dirigé le musée de l'Immigration de 2014 à 2020, pourquoi en être parti ?

J'ai défendu l'idée de Jacques Chirac : raconter l'histoire des immigrés en France par ce musée, qui n'a pas d'équivalent en Europe. L'histoire de France, c'est aussi celle des immigrés. J'ai voulu qu'elle conflue vers cette histoire républicaine. Une bataille énorme mais inachevée tant que l'histoire de l'immigration ne sera pas racontée à l'école.

Vous venez de consacrer un livre, *Retours d'histoire (Bayard)*, au soulèvement algérien. Vous êtes optimiste ?

La bataille menée en Algérie, celle de l'Etat de droit civil, est décisive. Elle implique la question de la citoyenneté, de la séparation entre le politique et le militaire. L'impulsion est venue d'un mouvement citoyen,

c'est ce qui peut permettre à l'Algérie de récupérer son histoire plurielle. Car la citoyenneté, c'est forcément la pluralité. C'est ce que j'ai essayé d'intégrer dans mes travaux, considérer l'histoire de l'Algérie comme une marche vers plus d'égalité. Histoire qui s'est heurtée au système colonial, puis au système autocratique. Ce qui m'intéresse aujourd'hui en Algérie, c'est la puissance de ce mouvement démocratique. La singularité algérienne s'inscrit dans une tradition révolutionnaire. Malgré des révoltes quelquefois écrasées dans le sang, les Algériens n'ont jamais cédé. L'Algérie, c'est une histoire compliquée. Y compris Bouteflika. Les Algériens l'ont combattu non parce que c'était lui, mais parce qu'il incarnait un sys-

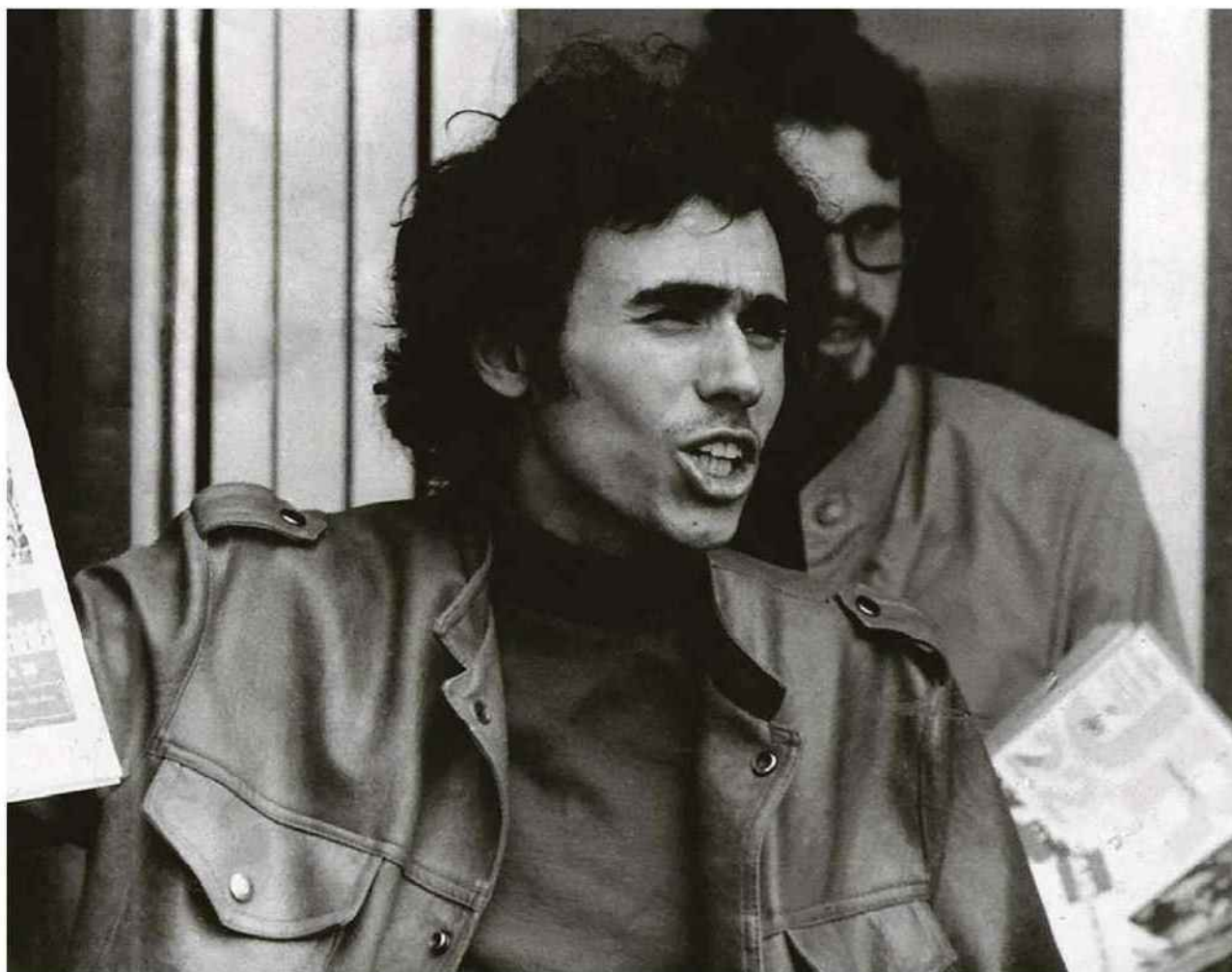


tème autocratique. Comment, avec cette tradition révolutionnaire, installer une culture du compromis? C'est le défi à venir... ◆

BENJAMIN STORA

UNE MÉMOIRE ALGÉRIENNE

Laffont «Bouquins», 1088 pp., 32 €.



Benjamin Stora à Nanterre en 1970.

PHOTO COLLECTION
PERSONNELLE